



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 16 novembre 2016 — N° 209

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Chauveau sur le sujet suivant : *Bilan-Faim 2016, souligner le travail des organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *L'École des Alizés enseigne l'empathie.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner les 15 ans du Ballet Raices de Colombia.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Crohn et Colite Canada.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Souligner le 15^e anniversaire de l'organisme Logis-Aide des Basques.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *La MRC de Matawinie, creuset de notre patrimoine vivant.*
- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Remise d'une Médaille de l'Assemblée nationale au directeur général de la Mission Bon Accueil, Cyril Morgan, qui prend sa retraite.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner l'initiative La Lecture en cadeau de la Fondation de l'alphabétisation.*
- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Souligner les victoires sportives des équipes de la Capitale-Nationale.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *15^e anniversaire de la Maison des enfants de la Montérégie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 3) **Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 octobre 2016**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 6) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 7) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 8) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

- 9) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 10) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 11) Projet de loi n° 102*
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 12) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 13) Projet de loi n° 108*
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **4 octobre 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 14)** Projet de loi n° 109
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 juin 2016**
- 15)** Projet de loi n° 112
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016
Présenté par le ministre des Finances le **15 novembre 2016**
- 16)** Projet de loi n° 113
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le **6 octobre 2016**
- 17)** Projet de loi n° 115
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le **19 octobre 2016**
- 18)** Projet de loi n° 116
Loi visant le transfert des activités du registraire des entreprises au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **9 novembre 2016**
- 19)** Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **2 novembre 2016**
- 20)** Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**

- 21) Projet de loi n° 120**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 novembre 2016**

Étude détaillée en commission

- 22) Projet de loi n° 62**
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 23) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 24) Projet de loi n° 92**
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016
Principe adopté le **26 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 25)** Projet de loi n° 98
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 26)** Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 27)** Projet de loi n° 106
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le **6 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 28)** Projet de loi n° 114
Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le 20 octobre 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **10 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 29)** Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique
Présenté par le ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l’éducation (consultations)
déposé le 27 septembre 2016
Principe adopté le 28 septembre 2016
Rapport amendé de la Commission de la culture et de l’éducation adopté le
15 novembre 2016

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 30)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 31)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de
protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non
ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l’inclusion de logements sociaux ou abordables pour les
nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d’Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux
municipalités régionales de comté d’exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 35) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 36) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 38) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 39) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 42) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 43) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 44) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 45) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 46) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 47) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 48) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 49) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 50) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 51) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 52) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 55) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 57) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 58) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 59) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

- 60)** Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 61)** Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 62)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 63)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 64)** Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État
Présenté par le député de Sainte-Rose le 10 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **9 novembre 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 66) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 68) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 69) 8 novembre 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Reprise du débat ajourné le **15 novembre 2016**

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

70) 15 novembre 2016

Motion du député de La Peltre :

QUE l'Assemblée nationale donne le mandat au Vérificateur général du Québec de faire une vérification de l'optimisation des ressources liée à la vente d'actifs par la Société immobilière du Québec entre 2003 et 2012;

QU'elle mandate également le Vérificateur général du Québec de procéder à une vérification de tous les contrats et de toutes les ententes, incluant les baux, conclus entre des ministères et organismes du gouvernement du Québec et les entreprises de Georges Gantcheff.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 6 octobre 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 109**, Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs (mandat confié le 2 novembre 2016).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 114**, Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux (mandat confié le 10 novembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de La Peltrie au ministre des Finances et président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : *Les allégations de fraude touchant la Société immobilière du Québec* (avis donné le 10 novembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 9 novembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 115**, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (mandat confié le 15 novembre 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).
- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1^{er} novembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 196) Mme David (Gouin) – **4 octobre 2016**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

En commission parlementaire, le ministre a argumenté auprès de l'opposition que le Programme objectif emploi, prévu dans le projet de loi 70, doit contenir des mesures de « réciprocité » et des pénalités financières. Pour soutenir ce qu'il avance, monsieur le ministre s'est référé maintes fois au fait que les programmes actuels ont de mauvais taux de participation. Pour faire suite à ces discussions, je questionne le gouvernement sur les renseignements statistiques en lien avec les débats entourant le Programme objectif emploi.

Afin d'avoir un débat plus serein et éclairé, je demande au ministre de produire les statistiques suivantes pour les trois dernières années civiles (2013 à 2015) :

1. Combien de personnes ont déposé une demande d'aide sociale?
2. Parmi ces personnes, combien :
 - a. ont été jugées en contraintes temporaires ou en contraintes sévères?
 - b. ont quitté l'aide sociale à l'intérieur d'un an?
 - c. ont participé à une mesure d'aide à l'emploi?
 - i. et quelles mesures?
 - ii. avec quels organismes (le CLE directement, les CJE, les groupes d'insertion, etc.)?
 - iii. pour quelle durée de participation?
 - d. ont complété ou abandonné ces mesures?
 - i. pour quels motifs en cas d'abandon?

Le ministre peut-il nous transmettre ces statistiques de manière ventilée et avec les références, notamment sur la situation familiale, le genre, l'âge, la région, le niveau de scolarité atteint, citoyenneté, etc.?

203) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **20 octobre 2016**
À la ministre responsable du Travail

Le projet de loi n° 53, actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires, prévoit notamment l'abrogation du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais ainsi que tous les règlements qui en découlent.

Est-ce que le ministère du Travail et/ou la ministre responsable du Travail ont procédé à une analyse détaillée des impacts, entre autres des impacts économiques, qui découlent de l'abrogation du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais? Le cas échéant, est-il possible d'obtenir une copie de cette analyse?

205) Mme Lamarre (Taillon) – **25 octobre 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Quel est l'âge médian des 289 605 personnes qui ont été inscrites à un médecin de famille entre le 1^{er} juin 2015 et le 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge moyen des 289 605 personnes qui ont été inscrites à un médecin de famille entre le 1^{er} juin 2015 et le 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge médian des 492 145 personnes qui étaient inscrites au guichet d'accès pour la clientèle orpheline en date du 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge moyen des 492 145 personnes qui étaient inscrites au guichet d'accès pour la clientèle orpheline en date du 23 septembre 2016?

207) M. Lemay (Masson) – **1^{er} novembre 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

La semaine dernière, j'ai rencontré avec mon collègue de Beauce-Nord le maire de Saint-Lambert-de-Lauzon concernant un projet d'implantation d'une usine de traitement des matières résiduelles par gazéification à haute température dans sa municipalité, à l'intérieur du parc industriel de sa municipalité.

Son projet d'ensemble, intitulé PHARE, consiste en un complexe industriel, composé :

- d'un centre de tri de matières résiduelles;
- d'une usine de traitement par gazéification des déchets ultimes ou non recyclables;
- de serres pour la culture biologique de fruits et de légumes variés.

Ce complexe unique deviendrait le lieu d'une synergie innovatrice permettant d'atteindre une très grande efficacité énergétique globale, un rendement des cultures en serre optimal et inégalé et une réutilisation et un recyclage complet des matières résiduelles, sans enfouissement et sans émissions.

Il pourrait ainsi avoir des répercussions environnementales positives, en réduisant de façon substantielle le coût de disposition des déchets ultimes, actuellement enfouis et incinérés, par l'achat d'une infrastructure de traitement de déchets par gazéification.

Des retombées économiques majeures pour la région sont également possibles, notamment la création d'une centaine d'emplois permanents dans le secteur de la gestion des matières résiduelles et de la pétrochimie.

Malheureusement, le maire se bute à plusieurs obstacles, notamment au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ainsi qu'à RECYC-Québec.

La ministre pourrait-elle s'engager, par écrit, à rencontrer le maire de Saint-Lambert-de-Lauzon, afin d'analyser avec tout le sérieux qu'il se doit sa proposition d'usine de traitement des matières résiduelles par gazéification à haute température?

Pourrait-elle m'indiquer si des rapports et études ont été réalisés au cours des dernières années concernant les avantages d'une telle usine et de son procédé, tant sur le plan environnemental qu'économique?

Finalement, la ministre peut-elle m'indiquer si le projet du maire de Saint-Lambert-de-Lauzon est considéré par son gouvernement? Si oui, quels sont les prochains gestes que le gouvernement entend poser en vue de sa réalisation?

208) M. Roy (Bonaventure) – **1^{er} novembre 2016**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

L'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Bas-Saint-Laurent avait mis en œuvre un programme appelé « Programme de redéfinition d'emploi » dans le but d'offrir aux travailleurs forestiers des conditions de travail qui tiendraient compte des conditions exigeantes du métier d'ouvrier sylvicole. Il était question de journées flottantes leur permettant de s'absenter occasionnellement de leur travail pour des raisons notamment de santé, familiales ou climatiques, sans affecter leur rémunération. Une autre mesure avait été instaurée afin de compenser les ouvriers pour la complexité du travail d'abatteur manuel et l'obligation de posséder une certification pour exercer ce métier. Cette reconnaissance était calculée sous forme de bonification du salaire et représentait environ 10 \$ par jour. Le métier d'ouvrier sylvicole est un des seuls métiers pour lesquels la rémunération est uniquement basée sur la production (taux au plant, à l'hectare ou au mètre cube de bois coupé). À cela s'ajoutent les conditions de travail difficiles : chaleur, froid, pluie, moustiques, terrains accidentés.

Voilà qu'une directive de votre ministère, émise au début de l'année 2016, nous informait de l'abolition de ces mesures. On a formellement interdit à l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de conserver et de payer les ouvriers sylvicoles dans le cadre du Programme de redéfinition d'emploi.

- Le ministre peut-il nous expliquer les raisons qui justifient la modification de l'engagement pris par son gouvernement lors du Rendez-vous 2011 de la forêt privée, qui garantissait que les nouveaux taux octroyés pour les travaux sylvicoles, à la suite de l'adoption de la nouvelle grille de taux, n'auraient aucune incidence sur la qualité et les conditions d'emploi des travailleurs sylvicoles?
- Le ministre peut-il rassurer ces hommes et ces femmes qui travaillent à rendre plus productive la forêt, le moteur économique de notre belle région, en leur garantissant le maintien du Programme de redéfinition d'emploi, non seulement pour la saison 2016, mais aussi pour les années suivantes? L'incidence est majeure sur la rémunération de ces travailleurs, représentant une baisse d'environ 1200 \$ annuellement. Leur revenu moyen est de 25 000 \$ et ceux-ci doivent assumer des frais importants pour mener à bien leur mandat. Le ministre peut-il rapidement émettre une directive qui vienne corriger cette situation?

209) M. Pagé (Labelle) – **2 novembre 2016**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Le 23 septembre dernier, le gouvernement du Québec a présenté une Politique gouvernementale de prévention en santé.

Dans le communiqué du gouvernement qui a été publié à cette occasion, il est mentionné que « le gouvernement investira 76,1 M \$ au cours des 10 prochaines années ».

Nous désirons obtenir la ventilation de cette somme par année et par ministère.

210) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **10 novembre 2016**
À la ministre de la Justice

Le 13 juillet 2015, conformément à l'article 115.1 du Code des professions, la ministre de la Justice instaurait un nouveau Bureau des présidents. La création de ce bureau constituait une nouveauté dans le système de la justice professionnelle. Il visait notamment à corriger la problématique des très longs délais de délibération de certains présidents de conseils de discipline de plusieurs ordres professionnels.

Depuis près d'un an et demi, onze présidents ont été désignés. Ceux-ci ont rendu plus de 352 décisions, en date du 31 mai 2016, concernant les membres d'ordres professionnels. Les pouvoirs des présidents sont importants. L'Office des professions souhaite par ailleurs que le Bureau des présidents traite mille plaintes annuellement.

L'encadrement du travail des présidents par un code de déontologie est urgent.

Or, le code de déontologie des présidents n'est toujours pas en vigueur. Nous posons les questions suivantes à la ministre de la Justice :

1. Nous souhaitons savoir à quel moment entrera en vigueur un code de déontologie pour les présidents du Bureau des présidents de l'Office des professions?
2. La ministre de la Justice va-t-elle développer un code de déontologie pour les membres des ordres professionnels siégeant au conseil de discipline?

211) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **15 novembre 2016**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Le 16 octobre 2014, le MERN rend public le plan d'action gouvernemental pour l'inspection des puits pétroliers ou gaziers inactifs du Québec. Accordant une attention particulière aux 700 puits abandonnés sur le territoire, ce plan d'action indique que le gouvernement souhaite accélérer la cadence pour compléter l'inspection des puits inactifs d'ici 2017 et entamer dès 2015 la restauration des sites problématiques. En outre, le gouvernement précise dans ce plan que par souci de transparence, il rendra disponible aux citoyens l'information sur les puits inactifs tout au long de l'évolution des travaux sur sa carte interactive.

Dans le cadre de ce plan d'action, le gouvernement signe également une entente avec l'AQLPA et le collectif CMAVI le 17 novembre 2014, mandatant ces derniers pour situer et inspecter tous les puits inactifs des basses terres du Saint-Laurent. Or, cette entente a été annulée de manière prématurée en janvier 2016 et les citoyens sont sans nouvelle de l'état d'avancement de ces travaux.

Partageant les préoccupations des citoyens à cet égard et plus particulièrement celles de CMAVI, je souhaite que le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles réponde aux questions suivantes :

1. Quel est l'état de la situation de la centaine de puits qui ont fait l'objet d'inspection par le ministère depuis 2011 tel qu'écrit dans le « Plan d'action pour l'inspection des puits inactifs » et pourquoi ces informations ne sont-elles pas déjà publiques via la carte interactive du ministère?
2. Comment le ministre compte-t-il terminer l'inspection et la documentation des 700 puits inactifs d'ici 2017?
3. Quand le ministre compte-t-il rendre public le travail effectué par les citoyens et l'AQLPA, qui avaient réussi à trouver et documenter plus d'une centaine de puits inactifs et découvert qu'une trentaine d'entre eux avaient des problématiques environnementales?
4. Sur cette trentaine de puits problématiques, combien d'entre eux ont été pris en charge par le ministère afin d'appliquer des mesures d'atténuation ou de correction?
5. Qu'est-ce que le ministre considère comme étant un puits problématique?
6. Le ministre croit-il que de se limiter à mettre une clôture autour d'un puits problématique, comme dans le cas du puits inactif (A-190) de Ste-Françoise au Centre-du-Québec, permet d'assurer la sécurité des citoyens et règle les problèmes de fuites significatives?
7. Qu'advient-il des puits abandonnés et situés sous des cadres bâtis? Combien de puits inactifs sont dans cette situation?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

- a) 15 novembre 2016
Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures – *député de Louis-Hébert.*
- b) 15 novembre 2016
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield – *députée de Vaudreuil.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS